



# Mediawatch

01 - 15 January 2012

Sunday, 01 - 15 January, 2012

1 | 4

## CONTENTS

<a href="#">LUXEMBOURG FINANCIAL CENTRE IN THE NATIONAL PRESS</a>	<a href="#">1 - 2</a>
<a href="#">LUXEMBOURG FINANCIAL CENTRE IN THE INTERNATIONAL PRESS</a>	<a href="#">2 - 4</a>

### LUXEMBOURG FINANCIAL CENTRE IN THE NATIONAL PRESS

#### Transaction Tax: Learning from the Swedes

[lff.lu, 16/01/12](#)

France wants the financial transactions tax to see the light of day, but there is no consensus in Europe on this topic. The Luxembourg Bankers' Association (ABBL) is against such a tax if it will only be valid in few countries. Its CEO, Jean-Jacques Rommes, fears that business will go to competing finance centres. In an interview with LFF, he spoke about the efficiency of such a tax and the lessons we should learn from Sweden.

#### Le Luxembourg garde son AAA mais...

[paperJam.lu, 15/01/12](#)

L'essentiel est préservé. Le Luxembourg, qui avait été placé sous surveillance négative le 5 décembre dernier par Standard & Poor's, garde son précieux AAA. Dans le même temps, les notes de huit pays de la zone euro ont été dégradées, dont celles de la France et de l'Autriche, qui bénéficiaient de la meilleure note possible et ne sont plus évaluées que AA+, un cran en dessous.

Comme le Luxembourg, l'Allemagne (seul AAA dont la perspective reste stable), les Pays-Bas et la Finlande ont été épargnés par l'agence de notation et restent premiers de la classe européenne. La Belgique (AA) n'a pas été sanctionnée non plus, cette fois-ci.

Mais il y a un bémol puisque Standard & Poor's, qui avait décidé d'abaisser la note des États-Unis l'été dernier, laisse planer une menace sur le Luxembourg en associant une perspective négative à sa note de crédit à long terme. Autrement dit, une dégradation reste possible d'ici à la fin 2013.

#### Trust your MIV

[lff.lu, 12/01/12](#)

The microfinance industry has come through a painful adolescence and emerged stronger and more professional, a fact reflected by the substantial increase in the number of global funds that invest in microfinance institutions. However, until now there has been a lack of comparable and reliable analytical data available to enable investors to make an informed choice. The specialised rating agency MicroRate, with the support of LuxFLAG and the Grand Duchy of Luxembourg, has just launched the Beta version of Luminis TM, the first online analytical platform on microfinance funds.

The platform offers a tool called PRSM, that assesses the performance, risk, social, and management component of microfinance investment funds. The social component is particularly difficult to evaluate for investors who want to invest sustainably. This component may be better understood with the implementation of measurable standards.



## Frieden se méfie de la taxe Tobin

[paperjam.lu](http://paperjam.lu), 12/01/12

Luc Frieden met en garde contre les risques de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières, inspirée de la taxe Tobin que le prix Nobel d'économie américain avait proposée en 1972.

Selon le ministre des Finances, qui s'est exprimé ce mercredi sur le sujet devant les membres de la British Chamber of Commerce Luxembourg, une telle action pourrait avoir des conséquences négatives si elle se limitait à la zone euro, en profitant à des places financières, comme Hong Kong, Londres ou New York où les capitaux pourraient fuir.

Luc Frieden, qui, comme le rapporte [Delano.lu](http://Delano.lu), répondait à une question de Charles Muller, associé chez KPMG et ancien directeur général-adjoint de l'Alfi (Association luxembourgeoise des fonds d'investissement), préconise donc plutôt l'instauration d'un tel dispositif à l'ensemble des pays du G20. « Clairement, je considère une telle taxe comme risquée si tous les grands centres financiers dans le monde ne l'appliquent pas de la même façon », a-t-il déclaré.

## L'État protégera les employés de la BIL

[paperjam.lu](http://paperjam.lu), 11/01/12

Le ministre des Finances, Luc Frieden, a répondu aux questions des députés André Bauler (DP, parti démocratique) et François Bausch (Déi Gréng) sur la prise de participation de l'État, à hauteur de 10 %, dans le capital de la Banque internationale à Luxembourg (BIL) aux côtés du fonds d'investissement qatari, Precision Capital, ainsi que sur le projet du gouvernement à moyen terme.

Il a d'abord joué la carte du catastrophisme pour mieux légitimer l'intervention de l'État. Ainsi, après avoir rappelé la tempête traversée par le groupe Dexia en septembre, propriétaire de la BIL, et la nécessité de trouver un repreneur en urgence à la filiale luxembourgeoise, il a, à plusieurs reprises et comme à l'accoutumée, conféré à la BIL une dimension systémique - ce qui est largement discutable. « Afin d'éviter une catastrophe économique et sociale au Luxembourg suite à une éventuelle disparition du groupe bancaire, il a été jugé inévitable de rapidement sortir la BIL du groupe et de lui permettre un développement autonome. »

Le gouvernement a donc décidé d'acquérir une participation minoritaire de 10 % dans la banque luxembourgeoise, « à l'instar de ce que l'État a fait dans le cas de BGL en 2008 », pour 73 millions d'euros. D'ailleurs, la hauteur de la participation avait été fixée avant même de savoir la valeur de la banque, négociée par les acquéreurs de 90 % des parts : Precision Capital. Dans ses prises de position initiales, Luc Frieden avait parlé d'un investissement de 100 millions d'euros pour l'État.

## SocGen épargnée au Grand-Duché

[paperjam.lu](http://paperjam.lu), 05/01/12

La cartographie des métiers bancaires est redessinée en fonction de la conjoncture économique mondiale. Ce mercredi, la direction de la Société Générale a annoncé s'être entendu avec les organisations syndicales sur « un plan de départs volontaires » qui touchera environ 1.580 personnes au sein de la banque de financement et d'investissement (BFI). 880 postes en France et 700 à l'étranger sont concernés.

Forcément, au Luxembourg, où le groupe détient cinq filiales (ALD Automotive, European Fund Services, Sogelife, Société Générale Securities Services et bien sûr Société Générale Bank & Trust qui à elle seule compte plus de 1.000 employés), on s'inquiète.

Mais si le département communication du groupe bancaire français confirme bien la suppression de 700 postes à l'étranger - ce que le communiqué n'annonce pas - il précise que « la consolidation par pays n'est pas encore effectuée ». Le nombre tire simplement son origine des économies de masse salariale à réaliser par la branche finance et investissement en dehors de l'hexagone



## LUXEMBOURG FINANCIAL CENTRE IN THE INTERNATIONAL PRESS

### UK/US

#### It may be time to see 'offshore' off

*FT.com, 15/01/12*

Is there any justification for an investment fund to be based "offshore"? Funds are set up in places such as the Channel Islands, Cayman Islands, Luxembourg and Dublin for reasons of tax efficiency, fund managers generally say. They target international investors, so a tax neutral jurisdiction is required.

The regulatory environment is often an added attraction, as it is generally less onerous.

The European Union's Alternative Investment Fund Managers directive has seen a small but discernible shift away from less regulated centres such as the Cayman Islands to more respectable domiciles, including Luxembourg and Dublin.

However, some managers are going the other way, moving funds to non-EU centres, such as the Channel Islands. There is no doubt offshore centres facilitate complex structures that are set up to stymie regulators. It is time to look hard at whether authorised managers should be permitted to use offshore centres at all.

#### French fund considers cross-border vehicle, but only if IORP amended

*ipe.com, 11/01/12*

French pension fund provider AG2R La Mondiale has said it would be willing to launch a cross-border pensions vehicle, but only if the European Commission provides some guarantees on the revised IORP directive.

Michel Denizot, international activities director, told IPE that AG2R La Mondiale's IORP fund – which would focus exclusively on France and not seek external business in Europe – could cover all the assets under the second and third pillars managed by the French pensions provider.

If launched, the fund would be likely under Luxembourg law due to the linguistic links with France, as well as the insurance activities AG2R La Mondiale has already undertaken in the country.

Denizot added: «The interest of launching a cross-border in Luxembourg also comes from the diversity of IORP vehicles.»

The country currently offers three cross-border pension funds: the Pension Savings Company with Variable Capital (SEPCAV), the Pension Savings Association (ASSEP) and the CAA fund.

The Commission de Surveillance du Secteur Financier oversees the first two, while the third lies within the framework of insurance legislation.

According to Denizot, it would therefore be simpler to launch a CAA fund in order to work with a single, common regulator in France and Luxembourg.

However, he acknowledged the relatively «nonexistent» pensions market in Luxembourg vis-à-vis Belgium, where several pension schemes are already in place.

In addition, Luxembourg has failed to attract EU cross-border pension activity since the law on international pension fund vehicles was passed in 1999, he said.



## LUXEMBOURG FINANCIAL CENTRE IN THE INTERNATIONAL PRESS

### GERMANY

#### Das Risiko bei Luxemburg-Fonds

*wiwo.de, 13/01/12*

Jeder zweite hierzulande verkaufte Fonds kommt aus Luxemburg. Pech für Anleger: Wenn es Probleme gibt, laufen sie bei Aufsichtsbehörde und Gerichten des Zwergstaats auf.

Luxemburg ist der Mittelpunkt der Fondswelt. Von den 9500 Investmentfonds, die in Deutschland verkauft werden, stammt mehr als die Hälfte aus dem Großherzogtum – leicht erkennbar am Kürzel LU am Anfang der Fondsnummer ISIN. Der Zwergstaat mit nur 511.000 Einwohnern ist als Finanzplatz ein Gigant.

Dort residiert ein Fondsvermögen von 2032 Milliarden Euro – ein Drittel der weltweit in Investmentfonds verwalteten Gelder und etwa das Doppelte des in Deutschland beheimateten Fondsvolumens. Deutsche Branchenriesen wie DWS (Deutsche Bank) oder Deka (Sparkassen) sind in dem Großherzogtum mit Tochtergesellschaften ansässig, ebenso die US-Fondskolosse BlackRock oder Fidelity sowie britische und französische Anbieter. (...)

Und so sind alle glücklich: die Luxemburger und ihre Politiker, die Fondsgesellschaften aus Deutschland und Übersee. Nur nicht die Anleger.

Denn wenn etwas schief läuft, haben sie Probleme, bei Behörden und Gerichten des von der Finanzindustrie abhängigen Ministaats ihr Recht zu bekommen. Deutsche Fondsanleger, die bei der 65-Milliarden-Dollar-Pleite des US-Finanzbetrügers Bernard Madoff Geld mit Luxemburger Investmentfonds verloren haben, können davon ein Lied singen. Rund 400 Millionen Euro büßten europäische Fondsanleger ein, unter ihnen auch Kunden des Saarbrücker Vermögensmanagers Franck Walter. Hätten Banken und Luxemburger Aufsicht die Fonds strenger kontrolliert, wären ihnen Verluste erspart geblieben.

#### Verbriefung in Luxemburg - Fundament des Vertrauens

*boersen-zeitung.de, 10/01/12*

Verbriefung ist die Ausgabe strukturierter und handelbarer Wertpapiere, deren Zins und Tilgung durch ein definiertes Portfolio von Vermögenswerten zu erwirtschaften ist, durch Zweckgesellschaften. Als Finanzierungsquelle kommt der Verbriefung makroökonomisch eine bedeutende Rolle im Rahmen der gesamten Kreditversorgung zu. Jedoch mangelt es Investoren seit mehreren Jahren an Vertrauen in diese grundsätzlich sinnvolle Anlage.

Auf Basis der AFME-Statistik zeigt die Entwicklung der Emissionsvolumina zwischen 2005 und 2010 einen Rückgang um 52 % für die USA, während in Europa ein Anstieg von 17 % erreicht wurde. Nur auf den ersten Blick besteht in Europa ein höheres Vertrauen der Investoren, denn dieser Anstieg geht mit einer historisch niedrigen Platzierungsquote einher.